



# **TOTAL ENERGIES :**

## **Faut-il croire à sa diversification ?**

# TOTAL ENERGIES : Faut-il croire à sa diversification ?

## **Auteurs :**

Lucie Pinson, Fondatrice et directrice

## **Contributeurs :**

Louis-Maxence Delaporte, Analyste énergie

Antoine Bouhey, Chargé de campagne

## **Design graphique :**

Jordan Jeandon

## **Date de publication :**


Octobre 2023

Reclaim Finance estime que les informations communiquées proviennent de sources fiables et a fait tous les efforts nécessaires pour s'assurer que ces informations sont correctes et que leur analyse est solide. Cependant, Reclaim Finance ne garantit pas l'exactitude, l'exhaustivité ou la justesse des informations ou analyses et, en tout état de cause, décline toute responsabilité quant à l'utilisation de ces informations ou analyses par des tiers. Si vous estimez que notre documentation contient des inexactitudes, vous pouvez nous contacter à l'adresse [research@reclaimfinance.org](mailto:research@reclaimfinance.org). Nous nous efforcerons d'y remédier et d'apporter les corrections nécessaires. Les informations contenues dans le présent document n'ont pas pour but de fournir, et ne constituent pas, des conseils financiers ou d'investissement, et nous déclinons toute responsabilité découlant de l'utilisation de nos communications et de leur contenu à cet égard.

# INTRODUCTION

En mai 2021, Total est devenu TotalEnergies, une “entreprise multi-énergies” avec pour ambition d’être un acteur majeur de la transition énergétique.<sup>1</sup> C’est en tout cas ce que tente de faire croire son PDG, Patrick Pouyanné, à travers une communication positionnant TotalEnergies comme un partenaire, client ou employeur responsable et socialement acceptable, y compris dans un contexte d’urgence écologique. En matière financière, faire croire à la diversification de TotalEnergies permet de donner la réplique aux acteurs financiers désireux de faire coïncider leurs soutiens à la major avec leur engagement à atteindre la neutralité carbone d’ici 2050 suivant une trajectoire 1,5°C.

Mais qu’en est-il vraiment ? Quelles sont les “énergies nouvelles” auxquelles TotalEnergies consacre la majeure partie de sa communication ? Ces énergies nouvelles constituent-elles des vraies solutions, a minima en matière climatique, et représentent-elles vraiment une activité grandissante et conséquente du mix énergétique produit de TotalEnergies ? Reclaim Finance s’est posé ces questions en vue d’informer les parties prenantes financières de la major - ses banques, ses assureurs et ses investisseurs, comprenant notamment ses actionnaires - et d’établir à l’aune des faits des recommandations permettant le respect de leurs propres engagements en matière climatique.

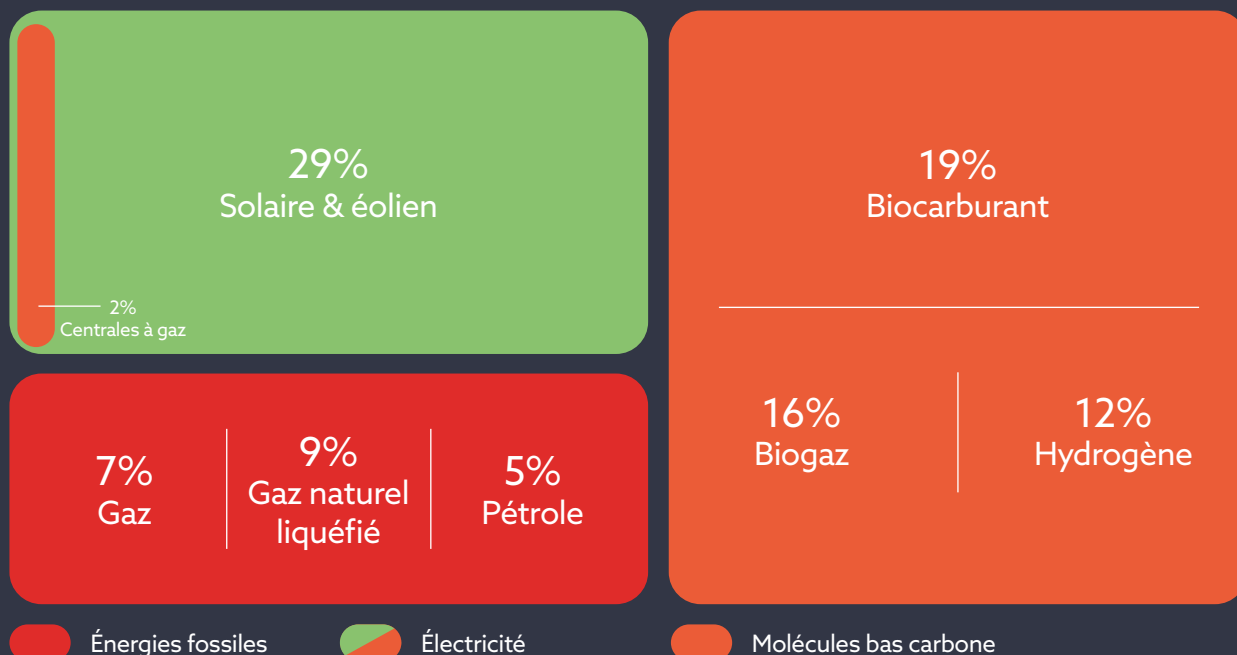


**“ L’énergie, c’est la vie. Nous en avons tous besoin et elle est source de progrès. Alors aujourd’hui, pour contribuer au développement durable de la planète face au défi climatique, nous avançons, ensemble, vers de nouvelles énergies. L’énergie se réinvente et ce chemin des énergies, c’est le nôtre. Notre ambition est d’être un acteur majeur de la transition énergétique. C’est pour cela que Total se transforme et devient TotalEnergies. ”**

*Patrick Pouyanné, Président-directeur général de TotalEnergies, mai 2021.<sup>2</sup>*

# TotalEnergies : des paroles sans les actes

## Les énergies dans la communication de TotalEnergies



Part de chaque énergie dans les communications de TotalEnergies sur le secteur énergétique, sur la base 50 derniers tweets sur Twitter au cours des 3 derniers mois et des 50 derniers posts sur Instagram au cours des 12 derniers mois

## Les énergies dans le mix à 2030 de TotalEnergies



Part de chaque énergie dans le mix énergétique produit de TotalEnergies à horizon 2030. Ces chiffres sont estimatifs, TotalEnergies n'indiquant pas la part du gaz, du solaire et de l'éolien dans sa production d'électricité ni la part en hydrogène, du biogaz et du biocarburant dans les nouvelles molécules

# 1. UNE DIVERSIFICATION QUI FAIT LA PART BELLE AU PÉTROLE ET AU GAZ

TotalEnergies est une entreprise qui s'est bâtie sur l'extraction pétrolière et gazière. Répondre au défi climatique implique que TotalEnergies opère une véritable révolution copernicienne, de manière à faire drastiquement et rapidement chuter ses activités dépendantes du pétrole et du gaz et ainsi les émissions qui y sont liées.

L'analyse démontre une diversification de TotalEnergies hors de la production d'hydrocarbures. Cependant, non seulement celle-ci ne diminue pas en valeur absolue, mais les activités développées par TotalEnergies hors du secteur extractif perpétuent une dépendance au pétrole et au gaz. La production de plastique, possible à partir de pétrole, demeurera une part minime bien que croissante de l'activité de TotalEnergies dans les prochaines années.<sup>3</sup> C'est surtout sur les nouvelles énergies qu'apparaît l'appétence de TotalEnergies pour le gaz, une énergie fossile.

En effet, le communiqué de presse diffusé par la major suite au vote en assemblée générale en faveur du changement de nom en 2021 présente cinq énergies autres que le pétrole et le gaz : l'électricité, l'hydrogène, la biomasse, le solaire et l'éolien. Ces activités comptent pour 5% du mix énergétique produit de TotalEnergies qui prévoit de les faire passer à 20% en 2030.

Si TotalEnergies les présente comme des énergies nouvelles permettant de répondre à l'urgence climatique, notre analyse démontre que leur contribution à la baisse des émissions est bien plus contestable en plus d'être trompeuse.<sup>4</sup> En effet, non seulement TotalEnergies s'adonne à un greenwashing de haut vol en promouvant les carburants d'aviation durables comme des solutions soutenables,<sup>5</sup> mais la major fait reposer une partie de sa production d'électricité et

d'hydrogène sur le gaz, une énergie fossile. Enfin, la communication par TotalEnergies sur ses activités et objectifs en matière d'énergies solaires et éoliennes surestime sa contribution réelle au développement de ces énergies.

## a. Toujours plus de pétrole et de gaz produit

Le pétrole et le gaz doivent représenter, d'après le scénario *Net Zero by 2050* (NZE) de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), moins d'un cinquième de la production énergétique mondiale en 2050 - contre quatre cinquièmes à l'heure actuelle. La chute doit, elle, débuter immédiatement de manière à ce qu'elles représentent moins de la moitié du mix en 2030. Tel n'est pas le programme poursuivi par TotalEnergies. En 2030, le pétrole et le gaz compteront toujours pour 80% de son mix énergétique produit, contre 95% en 2021.

De plus, "diversification" ne rime pas avec "diminution" chez TotalEnergies. En effet, loin de prévoir une baisse de sa production d'hydrocarbures, en accord avec les projections de baisse de 22% et 23% de la production de pétrole et de gaz d'ici 2030 selon le scénario NZE de l'AIE, TotalEnergies entend faire croître sa production de pétrole et de gaz par 2 à 3% par an d'ici 2028<sup>6</sup> Autrement dit, malgré une baisse de la part relative du pétrole et du gaz dans ses activités. Alors qu'elle prévoyait un maintien de la production pétrolière auparavant, la major a réduit ses ambitions et annoncé qu'elle produira plus de pétrole et de gaz en 2028 qu'en 2021, une situation à rebours de l'urgence à réduire les émissions de gaz à effet de serre pour contenir le réchauffement planétaire.

## b. Hydrogène : le gaz est toujours là

Si TotalEnergies communique amplement sur l'hydrogène, il prévoit pourtant de ne produire que 1 million de tonnes par an en 2030 d'hydrogène et d'e-fuels, un carburant liquide synthétique produit à partir d'hydrogène et de CO<sub>2</sub> - un objectif extrêmement faible par rapport aux 136 millions de tonnes par an en 2030 indiqué dans le scénario NZE de l'AIE.<sup>7</sup> Par ailleurs, la dénomination d'"hydrogène propre" utilisée par TotalEnergies cache l'inclusion d'hydrogène bleu, produit à partir de gaz fossile,<sup>8</sup> aux côtés de l'hydrogène vert, bien produit par électrolyse à partir d'énergies renouvelables - TotalEnergies se gardant bien de divulguer des chiffres sur la part respective des deux types d'hydrogène.

## c. Toujours plus de centrales à gaz

A l'heure actuelle, le gaz domine la production d'électricité de TotalEnergies, avec 22,8 TWh de production, représentant 69% de l'électricité produite, contre 10,4 TWh d'éolien et de solaire, soit 31% de l'électricité produite.

En 2030, TotalEnergies prévoit de produire trois à quatre fois plus d'électricité qu'en 2022, soit une production de plus de 100 TWh. L'entreprise prévoit de doubler la production d'électricité à partir de gaz entre 2023 et 2030<sup>9</sup>, le gaz représentera alors un peu moins d'un tiers de sa production d'électricité. 20% au plus, soit une partie limitée de cette électricité, proviendra de biogaz.<sup>10</sup>

TotalEnergies n'a en effet pas pris l'engagement de ne plus développer de nouvelles centrales à gaz. Elle a d'ailleurs lancé en 2022 une nouvelle centrale à Landivisiau, en Bretagne. Ces nouvelles centrales menacent notre capacité à nous aligner sur les projections de décarbonation du mix électrique d'ici 2035 dans les pays développés et 2040 dans les autres pays.

## d. Des renouvelables acquis et non construits

TotalEnergies communique largement sur son objectif de capacité de renouvelable de 100 GW en 2030. Mais celui-ci est un objectif de capacités brutes, comprenant aussi des projets dont la major est partie prenante de manière minoritaire, aux côtés d'autres entreprises. La capacité nette de renouvelable installée, c'est-à-dire les capacités au prorata de la part détenue par l'entreprise, descendrait à 66 GW en 2030.<sup>11</sup>

Mais au-delà de ce chiffre de 66 GW, la contribution réelle de TotalEnergies à la baisse des émissions et à l'augmentation des investissements dans les énergies renouvelables doit être appréciée en prenant en compte deux facteurs : ce qui relève de l'acquisition et ce qui relève de la construction. En effet, la hausse de la capacité installée détenue par TotalEnergies dans l'éolien et le solaire n'implique pas le déploiement de capacités additionnelles dans le monde réel si cette hausse est permise par le rachat de projets déjà existants et non par la construction de nouveaux projets.

Or l'analyse des principaux achats<sup>12</sup> de capacités de renouvelables de la major sur les trois dernières années permet de montrer le poids plus important de l'acquisition de capacités déjà existantes par rapport au développement de nouvelles capacités.<sup>13</sup> En effet, entre début 2020 et fin 2022, TotalEnergies a augmenté ses capacités installées brutes d'énergies renouvelables de 13,8 GW, passant de 3 GW à 16,8 GW. Sur cette période, TotalEnergies a procédé notamment à l'acquisition de 11,7 GW - à travers les acquisitions de 50% de ClearWay aux Etats-Unis en 2022 (4 GW) ; de 20% d'Adani Green en 2021 (3 GW)<sup>14</sup> ; de 50% des actifs solaires d'Adani Green en 2020 (2,3 GW)<sup>15</sup> et de deux autres actifs.<sup>16</sup>





## 2. PLUS DE GNL POUR PLUS DE GREENWASHING

Les énergies renouvelables et la contribution de TotalEnergies à la transition énergétique dominent ses communications en direction de ses clients individuels, notamment à travers les réseaux sociaux. Dans les faits, c'est bien une énergie fossile qui prend une place centrale et croissante dans les activités de TotalEnergies : le gaz naturel liquéfié, dont TotalEnergies entend faire croître la production et chargements de GNL de 50% entre 2023 et 2030.

Comme son nom l'indique, le gaz naturel liquéfié est un type de gaz, liquéfié afin de faciliter son transport par bateaux et sur de grandes distances, à opposer au transport par gazoduc. Loin de représenter une réelle diversification de TotalEnergies hors des activités traditionnelles de production d'hydrocarbures et de leur transport, il s'agit ici uniquement d'une nouvelle manière de transporter le gaz.

En 2022, TotalEnergies transportait environ deux tiers de sa production gazière par

gazoduc, et près d'un tiers sous forme liquéfiée. Avec 17 millions de tonnes de capacité de liquéfaction cette année-là, TotalEnergies est devenu le troisième acteur mondial sur le marché du GNL. Mais la major n'entend pas s'arrêter là : au contraire, elle prévoit de transporter jusqu'à la moitié de sa production gazière sous forme liquéfiée d'ici 2030, une manière de s'affranchir des distances, gagner en flexibilité et générer d'importants bénéfices opérationnels. En effet, l'activité de GNL représentait déjà 19% du résultat opérationnel de la major en 2022.

### a. Le GNL émet plus que le transport par gazoduc

Energie fossile, le gaz naturel liquéfié est composé à plus de 90% de méthane, un gaz à effet de serre (GES) 82,5 fois plus puissant que le dioxyde de carbone sur 20 ans. D'après le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), tout nouveau



**+50%**

**Entre 2023 et 2030, TotalEnergies entend augmenter sa production de GNL de 50%**



projet gazier, et donc émetteur de gaz à effet de serre, pose des risques supplémentaires sur notre capacité à tenir l'objectif de limiter le réchauffement à 1,5°C. C'est particulièrement le cas des terminaux de GNL.

En effet, transporter du gaz sur des plus grandes distances, par bateau, et mettre pour cela en place un processus de purification et de liquéfaction puis un processus de regazéification augmente de manière massive les émissions finales liées à l'utilisation de gaz. Une étude de Rystad Energy évalue qu'un baril équivalent pétrole de GNL importé en Europe émet plus de 70 kilogrammes de carbone, contre 7 kilogrammes pour un baril équivalent pétrole de gaz norvégien transporté par gazoduc.<sup>17</sup> La liquéfaction du gaz et son transport sont en effet très émissifs : une étude d'Oil Change International évalue qu'entre 6% et 10% du gaz transformé est utilisé pour le processus de liquéfaction.<sup>18</sup> Une étude de Carbone 4 portant sur le gaz consommé en France estime que les étapes liées à la transformation et au transport du gaz sous forme liquide sont "près de 2 fois plus énergivores et ainsi plus de 2 fois plus émissifs que le transport par gazoduc international".<sup>19</sup>

Par ailleurs, alors que le NZE de l'AIE projette une réduction de 75% des émissions de méthane d'ici 2030 comparé à 2020,<sup>20</sup> la complexité et la longueur des chaînes d'approvisionnement du GNL augmentent les risques de fuite de ce puissant gaz à effet de serre. Cela est particulièrement inquiétant alors qu'il suffit de 0,2% de fuite pour rendre le gaz plus émetteur que le charbon.<sup>21</sup>

## **b. Des nouveaux terminaux incompatibles avec une trajectoire 1,5°C**

Tous ces chiffres expliquent en partie la projection par l'AIE de l'arrêt du développement de nouveaux terminaux de gaz naturel liquéfié à partir de fin 2022, dans son scénario NZE visant la limitation du réchauffement à 1,5°C. A noter que le déploiement de nouveaux

terminaux est souvent associé à l'ouverture de nouveaux champs gaziers, elle aussi en opposition avec la projection de l'arrêt du développement de ces projets au-delà du 1er janvier 2022 dans ledit scénario.

Et pourtant, TotalEnergies prévoit de construire 13 terminaux de liquéfaction, dont 2 où il est opérateur (*Papua LNG* et *Mozambique LNG*).<sup>22</sup> L'ensemble de ces projets représente 87 millions de tonnes brutes par an de capacités de liquéfaction. Les émissions des terminaux de liquéfaction sont estimées à 355 millions de tonnes de CO<sub>2</sub>e par an.<sup>23</sup> Ces émissions viendront s'ajouter à celles des 26 terminaux de liquéfaction de TotalEnergies déjà en opération responsables de plus de 258 millions de tonnes de CO<sub>2</sub>e par an.

TotalEnergies détient également 3 terminaux de regazéification et en développe 3 nouveaux, dont Le Havre FSRU où il est opérateur.

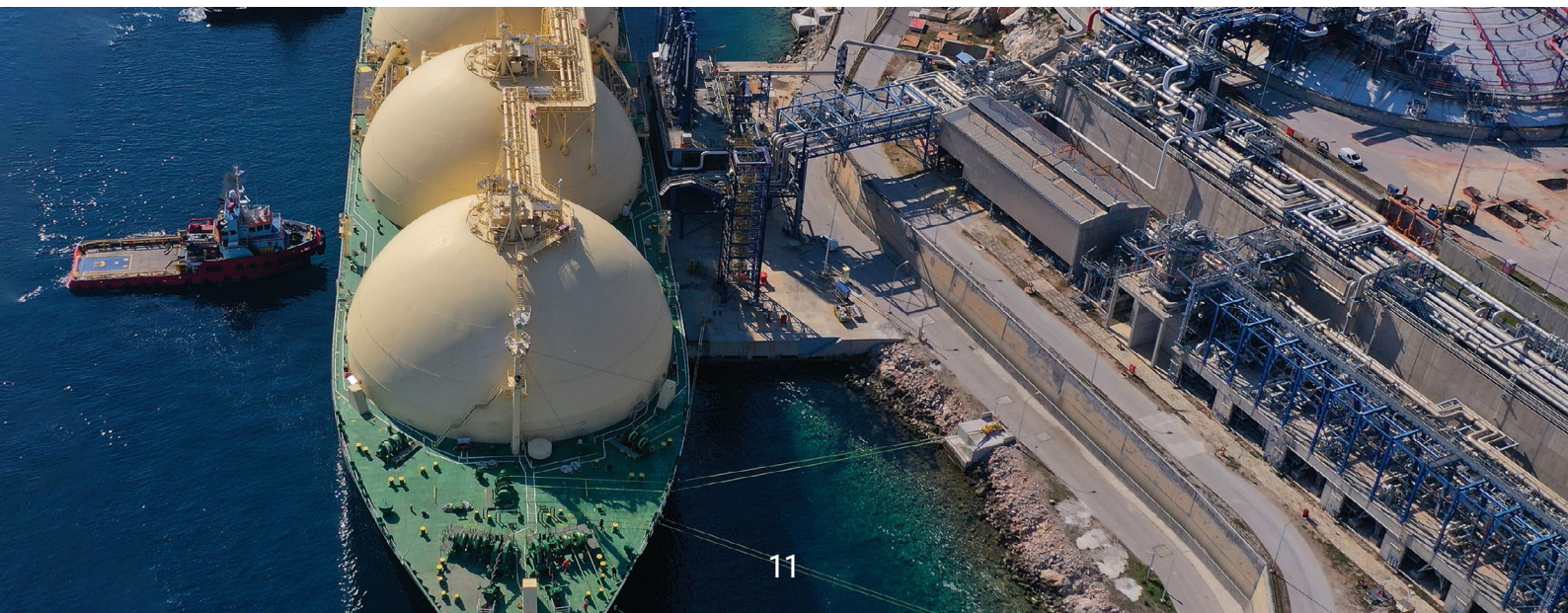
### c. Du "GNL net-zero", la dernière perle de greenwashing de TotalEnergies

Loin de dépeindre le GNL comme une énergie fossile, TotalEnergies tend à y faire référence en établissant un lien avec la transition énergétique, sa diversification et sa volonté de réduire ses émissions. Dans son seul

*Sustainability and Climate 2023 Progress Report*, TotalEnergies mentionne à 35 reprises le GNL, et le lie à la transition ou à la réduction de ses émissions dans 63% des cas.<sup>24</sup>

Pour les projets *Cameron LNG*, *Papua LNG* et *Ichthys LNG*, TotalEnergies met en avant la possibilité de les équiper d'un mécanisme de captage et de stockage de CO<sub>2</sub> (CCS), ce qui participe, avec la compensation, à la vente de cargaisons de GNL soi-disant neutres en carbone.<sup>25</sup>

Ces mécanismes, dont le développement demeure incertain, ne pourraient compenser l'intégralité des émissions liées à la construction de nouveaux projets destinés à prolonger l'utilisation du gaz et associés en aval à l'ouverture de nouveaux champs gaziers. Le processus de liquéfaction représentant entre 6 et 7% des émissions totales du gaz, l'installation de CCS sur une installation de GNL ne compenserait donc qu'une fraction des émissions. L'ONG états-unienne Sierra Club estime ainsi que le projet de CCS pour *Rio Grande LNG*, terminal d'exportation de gaz de schiste dans le sud du Texas en partie détenu par TotalEnergies, ne capterait qu'environ 3 % des émissions du cycle de vie du projet. Ces technologies alourdissent la facture énergétique du projet mais utilisent aussi de grandes quantités d'eau. Celui à Rio Grande LNG pourrait ainsi utiliser plus de 60 % d'eau en plus que ce que l'installation utiliserait sans captage du carbone, soit 10 millions de litres supplémentaires par mois.





**Toute une banque pour vous**

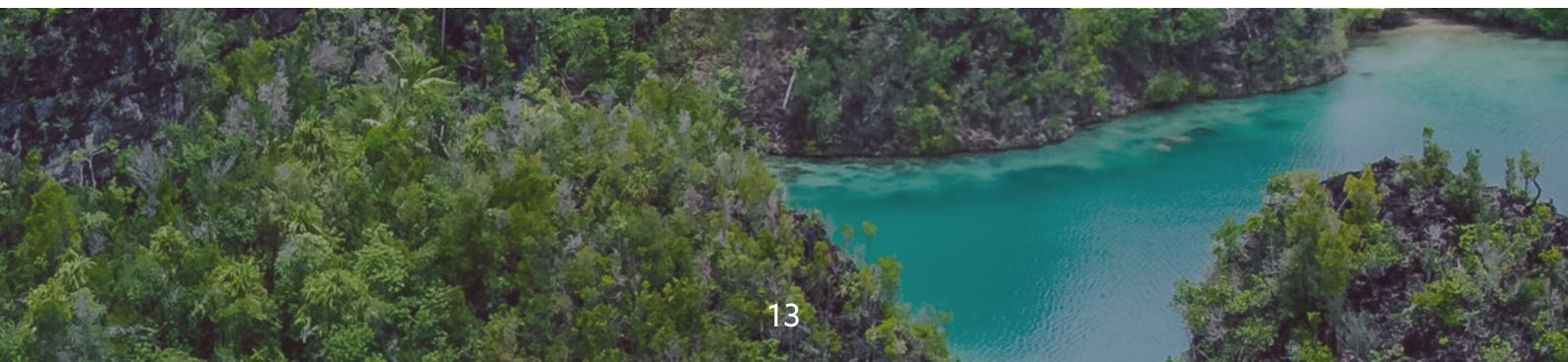
### 3. PAPUA LNG, UNE NOUVELLE BOMBE CLIMATIQUE

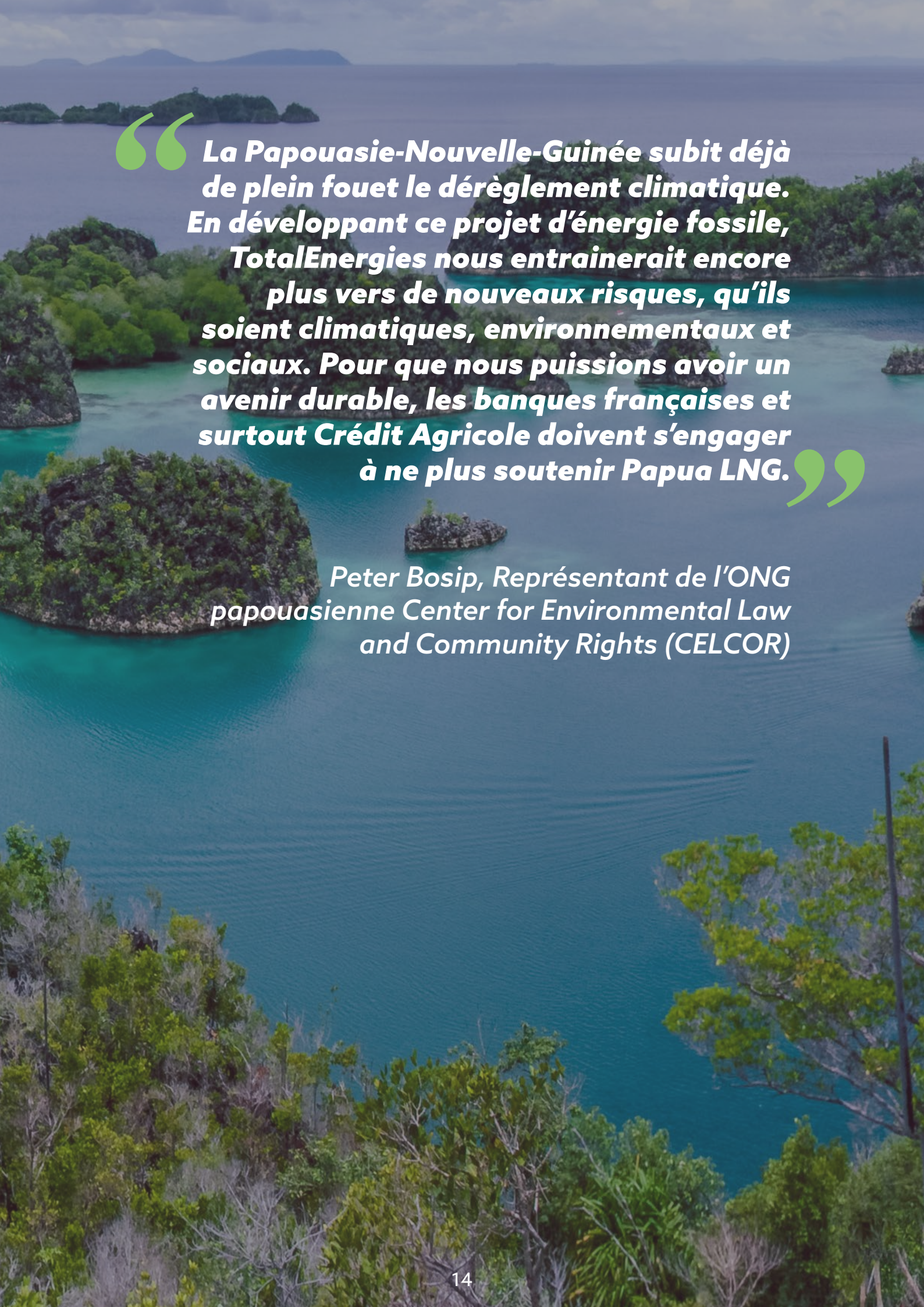
Parmi les projets que TotalEnergies cherche à développer, certains aggraveraient considérablement les émissions de CO<sub>2</sub> de pays qui ont pourtant la capacité de développer rapidement leur production d'énergies réellement renouvelables. Ainsi en Papouasie-Nouvelle-Guinée, le projet *Papua LNG*, pour lequel TotalEnergies espère annoncer une décision finale d'investissement début 2024, aurait pour conséquence d'augmenter de 7 % les émissions liées au secteur industriel et énergétique du pays. Ce projet, comprenant neuf puits de production, une usine de traitement du gaz, quatre trains de liquéfaction électrique et un gazoduc de 320 km, contribuerait en effet à émettre plus de 220 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> (scope 3),<sup>26</sup> soit autant d'émissions que les émissions annuelles de l'ensemble du Bangladesh et de ses 169 millions d'habitants. Un autre modèle est pourtant possible pour ce pays, où les projets d'énergies renouvelables considérés comme viables par le gouvernement papouasien pourraient permettre de fournir 78% des besoins en électricité d'ici 2030, pour un investissement 100 fois moins important.<sup>27</sup>

Dans ce pays où les dérèglements climatiques et la montée des eaux ont déjà conduit à la relocalisation forcée de villages entiers, et pourraient rapidement mener à celle de dizaines de milliers de personnes,<sup>28</sup> le projet *Papua LNG* présente des risques importants de violations de droits humains pour les 12 700 personnes vivant dans les 39 villages de la zone du projet. La première installation de

GNL dans le pays, *PNG LNG*, dont le premier investisseur ExxonMobil est le principal partenaire de TotalEnergies pour *Papua LNG*, fait l'objet d'un grave bilan en matière de violations de droits humains – exactions par des forces de sécurité privée,<sup>29</sup> non-respect du Consentement Libre, Préalable et Informé des communautés affectées par le projet,<sup>30</sup> conflits fonciers et des violences intracommunautaires.<sup>31</sup> L'absence de transparence concernant le développement du projet *Papua LNG* et la manière dont sont consultées les communautés locales laissent craindre que leurs droits ne seront pas davantage protégés : des forces de police ont accompagné les personnes chargées d'évaluer les risques en matière de droits humains,<sup>32</sup> et les informations fournies concernant le projet restent très parcellaires, malgré les demandes répétées de la société civile.<sup>33</sup>

C'est pourtant un projet que Crédit Agricole, premier banquier mondial de TotalEnergies avec 9,5 milliards de dollars de financements à la major entre 2016 et 2022, a décidé de soutenir activement. A travers un mandat de conseiller financier, la banque qui se dit "verte" est en charge d'accompagner TotalEnergies dans la construction du dossier en vue de trouver les financements nécessaires à son lancement. Un tel soutien illustre une nouvelle fois que les promesses, ici celle faite en avril 2021 par Crédit Agricole de contribuer à l'atteinte de la neutralité carbone d'ici 2050 suivant une trajectoire 1,5°C, n'engagent que ceux qui les croient.





**“ La Papouasie-Nouvelle-Guinée subit déjà de plein fouet le dérèglement climatique. En développant ce projet d'énergie fossile, TotalEnergies nous entrainerait encore plus vers de nouveaux risques, qu'ils soient climatiques, environnementaux et sociaux. Pour que nous puissions avoir un avenir durable, les banques françaises et surtout Crédit Agricole doivent s'engager à ne plus soutenir Papua LNG. ”**

*Peter Bosip, Représentant de l'ONG papouasienne Center for Environmental Law and Community Rights (CELCOR)*

# RECOMMANDATIONS AUX ACTEURS FINANCIERS DE TOTALENERGIES

C'est au nom du rôle joué par TotalEnergies dans la transition et de sa "diversification" que nombre de banques et acteurs financiers justifient encore aujourd'hui leurs soutiens à la major. C'est notamment le cas des grandes banques françaises - BNP Paribas, Société Générale, Crédit Agricole, BPCE/Natixis - qui, à elles quatre, comptent pour 43% des financements reçus par TotalEnergies depuis 2016. Lors de la saison 2023 des assemblées générales, Jean-Laurent Bonnafé, directeur général de BNP Paribas, justifiait le soutien de la banque du boulevard des Italiens à la major au nom de son rôle dans la transition, quand Philippe Brassac, directeur général du Crédit Agricole, indiquait lui vouloir soutenir son développement dans les énergies renouvelables.

Notre analyse démontre les limites profondes de ces deux arguments. En l'absence de conditions mises à leurs soutiens, les acteurs financiers ne sauraient pas concilier leurs engagements climat avec le maintien de financements et autres services financiers à la major.

Les 20 plus grandes banques à financer TotalEnergies - lesquelles représentent 97% des 55 milliards de dollars de financements accordés à TotalEnergies entre 2016 et 2022 - se sont toutes engagées à contribuer à limiter le réchauffement à 1,5°C et à aligner leurs portefeuilles avec l'objectif d'atteinte de la neutralité carbone à l'horizon 2050. C'est aussi le cas de 12 des 20 plus gros investisseurs de TotalEnergies parmi lesquels se trouvent BlackRock mais aussi le fonds souverain norvégien, DWS et en premier lieu Amundi, premier investisseur de la major française. La crédibilité de leurs promesses requiert l'adoption des mesures suivantes :

- Arrêt de tout soutien direct à de nouveaux projets de production et transport pétrolier et gazier de TotalEnergies.
- Suspension de tout soutien non fléché tant que TotalEnergies n'a pas renoncé à développer de nouveaux projets de production et transport pétrolier et gazier, et tant que la major alloue la majorité de ses dépenses d'investissements au pétrole et au gaz et n'a pas d'objectifs de baisse de sa production d'hydrocarbures d'ici 2030 alignés avec un scénario 1,5°C avec peu ou pas de dépassement et un recours limité aux technologies à émissions négatives.

# Références

1. TotalEnergies, Total se transforme et devient TotalEnergies, Mai 2021.
2. Ibid.
3. Les chiffres précédents ne portent que sur le mix énergétique produit de TotalEnergies, soit les activités dominantes de la major française. Hors secteur énergétique, TotalEnergies développe son activité dans la pétrochimie et la production de plastique, une activité que son PDG considère créateur de valeur et à-même d'assurer à l'industrie pétrolière "encore de beaux jours devant elle". TotalEnergies prévoit d'ici 2050 de plus que doubler sa production de polymères pour atteindre 10 millions de tonnes par an, ce qui nécessite d'extraire du pétrole. Dans sa stratégie net zero, TotalEnergies indique prévoir 200 000 à 300 000 barils par jour de pétrole en 2050 essentiellement pour la production de plastique.
4. Ni l'électricité ni l'hydrogène ne sont des énergies primaires.
5. TotalEnergies prévoit par ailleurs de développer les "sustainable aviation fuels" (SAF), quasi-inexistant aujourd'hui dans la production de l'entreprise, et qui devraient atteindre 1,5 millions de tonnes par an en 2030, soit l'équivalent de 10% de la production mondiale de ce biocarburant. Les conséquences sur l'utilisation des terres et les émissions ne sont pas négligeables, nécessitant 0,4 millions d'hectares de terre (Estimation fondée sur les utilisations de terres aux Etats-Unis d'après l'article de recherche "Sustainable land use and viability of biojet fuels", Nature, 2023), soit l'équivalent de la superficie du Cap Vert, le développement de la biomasse dans l'aviation accompagnant la destruction de la nature, les pertes de biodiversité et les pénuries de nourriture. HEÑÓI, Producing fuel for people's planes, 2022.
6. Bien que TotalEnergies ne se soit jusqu'à présent pas engagé à sortir de Russie, ce chiffre exclut sa production là-bas.
7. AIE, Global Hydrogen Review 2021, page 7
8. TotalEnergies inclut notamment dans l'hydrogène propre de l'hydrogène produit à partir de gaz naturel par le procédé de reformage vapeur associé à un processus de capture et de stockage des émissions de CO2 présentant une empreinte carbone inférieure à 36,4 g CO2/MJ.
9. Celui-ci servira en partie pour de l'électricité mais aussi pour d'autres usages comme le chauffage. En absolu, la production de biogaz de TotalEnergies devrait être multipliée par 40, passant de 0,5 TWh en 2022 à 20 TWh en 2030, une augmentation dépendante d'une large production de déchets que seul le maintien d'une agriculture intensive permettrait. Transport & Environment, Is renewable gas another biofuels disaster waiting to happen?, 2019
10. A noter qu'il s'était pourtant engagé auprès de ses actionnaires en 2022 à publier l'information permettant de comprendre de manière granulaire l'allocation de ses investissements et de son mix énergétique prévu en 2030.
11. Projection réalisée par Reclaim Finance d'après les capacités installées, en construction et en développement net de TotalEnergies (45,5 GW) et les capacités brutes (69 GW) à fin 2022 d'après le Document d'enregistrement universel 2022. A noter que l'éolien et le solaire représenteraient ainsi moins de 16% du mix énergétique produit en 2030. Si cet objectif est potentiellement proche des projections de l'AIE dans son scénario NZE, il présuppose un retrait effectif de la Russie.
12. TotalEnergies ne communique des données exhaustives que sur les acquisitions de taille significative. L'absence de données précises sur les plus petites transactions ainsi que sur les cessions effectuées ne permet pas d'identifier le montant exact de capacité additionnelle développée par TotalEnergies.
13. En 2022, TotalEnergies a lancé deux projets renouvelables détenus respectivement à 49% et 51%, Al Kharsaah au Qatar et Seagreen au Royaume-Uni, ce qui a permis l'augmentation de près de 2 GW brut.
14. TotalEnergies a acquis 20% d'Adani Green Energy Ltd (AGEL) qui dispose de 3 GW en opération au premier trimestre 2021 et AGEL a acquis SB Energy au deuxième trimestre 2021, qui dispose de 1,7 GW de capacités installées. Total, Total acquiert auprès d'Adani une participation de 20% dans le 1er développeur solaire au monde, 2021. TotalEnergies, Inde : Adani Green Energy finalise l'acquisition du portefeuille renouvelable de 5 GW de SB Energy India, 2021
15. Total, Inde : Total renforce son partenariat avec Adani dans les renouvelables, 2020
16. TotalEnergies a acquis 0,7 GW de capacités installées brutes en 2022 grâce à l'acquisition de Casa dos Ventos au Brésil, 1,7 GW grâce à l'acquisition par AGEL de SB Energy.
17. Rystad Energy, From Well to Atmosphere: Navigating emissions, 2023



18. Oil Change International, *Burning the Gas 'Bridge Fuel' Myth: Why Gas Is Not Clean, Cheap, or Necessary*, 2019
19. Carbone 4, *Importations de gaz naturel : tous les cruds ne se valent pas*, 2021
20. AIE, *Methane abatement*, Global Methane tracker, 2023
21. Environmental letter, *Evaluating net life-cycle greenhouse gas emissions intensities from gas and coal at varying methane leakage rates*, 2023
22. Parmi les projets du groupe figurent Mozambique LNG et Papua LNG, dont les capacités de liquéfaction sont respectivement de 18 millions de tonnes par an, et sont responsables de l'émission de 71 et 31 millions de tonnes de CO<sub>2</sub>e par an, soit ensemble plus d'un cinquième des émissions des projets des terminaux de liquéfaction de TotalEnergies.
23. Calcul réalisé en utilisant la métrique KING en intégrant les émissions directes et celles liées au transport de GNL, ainsi qu'en prenant en compte les fuites de méthane en amont du processus de liquéfaction dans le cas des terminaux américains (Science, *Assessment of methane emissions from the U.S. oil and gas supply chain*, 2018).
24. Lorsque le GNL n'est pas associé à la transition ou à la baisse des émissions, il est utilisé pour parler des droits humains dans près d'un tiers des cas.
25. Par exemple, Total a communiqué sur les livraisons de GNL neutres en carbone de son terminal *Ichthys* en 2020
26. IEEFA, *Papua LNG Project – Financiers taking the risk*, Mai 2023.
27. Alors que le coût du projet Papua LNG varie, selon les chiffres avancés par TotalEnergies, entre 10 et 13 milliards de dollars, celui des projets en cours d'étude par le gouvernement papouasien début 2023 s'élève à 110 millions de dollars, ce qui permettrait de couvrir 78% des besoins en électricité du pays d'ici 2030 à travers les énergies renouvelables, tout en étendant l'accès des foyers du pays de 13% aujourd'hui à 70% en 2030. Voir Jubilee Australia, *Building on What Works*, Janvier 2023.
28. Ibid
29. Voir Jubilee Australia Research Network, *On Shaky Ground*, 2018, et The Nation, *ExxonMobil's New Guinea Nightmare*, 2014
30. ChildFund Australia, Jubilee Australia, Melanesian Institute, National Centre for Peace and Conflict Studies, Oxfam Highlands Programme, PNG Church Partnership Program *The community good - Examining the Influence of the PNG LNG Project in the Hela Region of Papua New Guinea*, 2012
31. Voir Jubilee Australia Research Network *Pipe Dreams : the PNG LNG Project and the Future Hopes of a Nation*, Décembre 2012 ; et Colin Filer, Development Policy Centre, Crawford School of Public Policy, Australian National University *Methods in the madness: The 'landowner problem' in the PNG LNG project*, 2019
32. The Danish Institute for Human Rights, *Papua LNG Human Rights Impact Assessment, Focus on Gender, Security and Conflict*, 2019
33. Centre for Environmental Law and Community Rights, *PNG needs climate justice and sustainable development : not fossil fuels*, 2023

## Crédits photo

Pexels | AdobeStock

## **TOTALENERGIES : Faut-il croire à sa diversification ?**

Reclaim Finance est une association affiliée aux Amis de la Terre France fondée en 2020 et 100% dédiée aux enjeux liant finance et justice sociale et climatique. Dans le contexte d'urgence climatique et de perte de biodiversité, une des priorités de Reclaim Finance est de contribuer à l'accélération de la décarbonation des flux financiers. Reclaim Finance lance l'alerte sur les impacts de certains acteurs financiers, dénonce les pratiques les plus nocives et met son expertise au service des autorités publiques et des acteurs financiers désireux de transformer les pratiques existantes de manière à les soumettre aux impératifs écologiques.

**[media@reclaimfinance.org](mailto:media@reclaimfinance.org)**

